

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative-Bât C- 2ème étage
Boulevard Georges Sand
36000 CHATEAUROUX

Châteauroux, le 09 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2023

Contexte et constats

Publié sur 

Sarl Etablissements MOREAU

ZI de la Petite Prairie
BP14
37140 Bourgueil

Références : VI 18/09/2023 UD36 (TD)
Code AIOT : 0010013092

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2023 dans l'établissement Sarl Etablissements MOREAU implanté Pièce des Bournais et Les Malgammes 36300 Pouligny-Saint-Pierre. L'inspection a été annoncée le 03/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sarl Etablissements MOREAU
- Pièce des Bournais et Les Malgammes 36300 Pouligny-Saint-Pierre
- Code AIOT : 0010013092
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de calcaire Moreau se situe sur le territoire de la commune de Pouligny-st-Pierre et a une surface totale de 17ha08a64ca pour une surface extractable de 8ha50a. Le rythme maximal annuel d'extraction prévu est de 120 000 tonnes avec un rythme moyen annuel de 80 000 tonnes. L'extraction est effectuée à sec au moyen d'une pelle hydraulique sur une épaisseur moyenne de 13m maximum. L'exploitation de cette carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2019, pour une durée de 30 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Extraction
- Procédure d'acceptation préalable
- Installations électriques
- Autosurveillance Poussière
- Autosurveillance Eaux souterraines
- Suivi annuel d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 9.4.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Extraction	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.3.4	/	Sans objet
2	Extraction à sec	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.3.4.1	/	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 7.3.2	/	Sans objet
4	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 9.2.3.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux (annexe 2) et aux plans de remise en état du site (annexe 3) annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'inspection des installations classées a réceptionné le 30 mars 2023 le plan d'avancement de l'activité de la carrière Moreau sur le territoire de la commune de Pouligny St Pierre. Ce plan a fait l'objet d'une mise à jour le 9 mars 2023. L'inspection a constaté que le plan de phasage, déterminé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2019, est respecté. L'exploitant précise qu'aucune modification n'a été apporté au plan de phasage et au mode d'exploitation du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Extraction à sec

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction à sec
Prescription contrôlée : Le carreau de la carrière a pour cote minimale 93 m NGF (à l'Ouest du site) et atteindra 97 m NGF à l'Est du site. L'extraction est effectuée à sec au moyen d'une pelle hydraulique sur une épaisseur moyenne de 13 mètres au maximum. Le fond de fouille doit toujours se situer à au moins 3 m NGF au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues.
Constats : Conforme
Observations : L'inspection a constaté, sur le plan d'avancement mise à jour le 9 mars 2023, qu'à l'Ouest du site la cote la plus profonde est 93.5 m NGF pour une cote minimale 93 m NGF prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23/07/19. A l'Est du site la cote minimale est 97 m NGF, l'exploitant n'a pas encore commencé de campagne d'extraction sur cette partie du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 7.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]
Constats : Conforme
Observations : L'inspection des installations classées a constaté, sur le rapport de vérification de l'APAVE en date du 20/07/23, que la vérification des installations électriques a été réalisée le 06/07/23. Aucune non-conformité n'a été constatée. L'exploitant précise qu'actuellement le site fonctionne grâce à un générateur électrique. Le raccordement au réseau électrique doit être réalisé en fin d'année 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 9.2.3.5	
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences et modalités de l'auto-surveillance	
Prescription contrôlée : En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux). Un premier prélèvement est réalisé avant le début de l'exploitation de la carrière. Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement. Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants suivants :	
Paramètres :	Fréquence :
Niveau piézométrique	Semestrielle
Température	Semestrielle
PH	Semestrielle
Conductivité	Semestrielle
Turbidité	Semestrielle
Hydrocarbures (HCT)	Semestrielle
Plomb	Semestrielle
Zinc	Semestrielle
Cadmium	Semestrielle
Arsenic	Semestrielle
Nickel	Semestrielle
Chrome	Semestrielle
Constats : Conforme	

<p>Observations : L'exploitant a réalisé les mesures de surveillance des eaux souterraines sur les 3 piézomètres du site. Une mesure réalisée le 29/11/22 et une réalisée le 27/06/23 par le bureau d'étude INOVALYS. L'ensemble des paramètres prescrit dans l'article 9.2.3.5 de l'arrêté préfectoral du 23/07/19 ont été mesurés sans observation particulière formulée sur les résultats.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Suivi annuel d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 9.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi annuel d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ; - les bords de la fouille ; - les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ; - l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ; - Les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - le positionnement des fronts ; - la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. [...]
<p>Constats : L'inspection constate qu'il manque, sur le plan orienté réalisé à une échelle adaptée à sa superficie l'emplacement de piézomètres (PZ1 et PZ2) et l'ouvrage d'assainissement des eaux pluviales de la RD 975 traversant le site.</p>
<p>Observations : L'inspection constate, sur le plan orienté de l'exploitation mis à jour le 9 mars 2023, que les piézomètres ne sont pas tous mentionnés et qu'il faudra que leur emplacement et leur dénomination correspondent à celle prescrite en annexe n°5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23 juillet 2019. Il manque aussi sur le plan le positionnement de l'ouvrage de récupération des eaux pluviales de la RD 975 qui traverse le site d'Est en Ouest en souterrain.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>